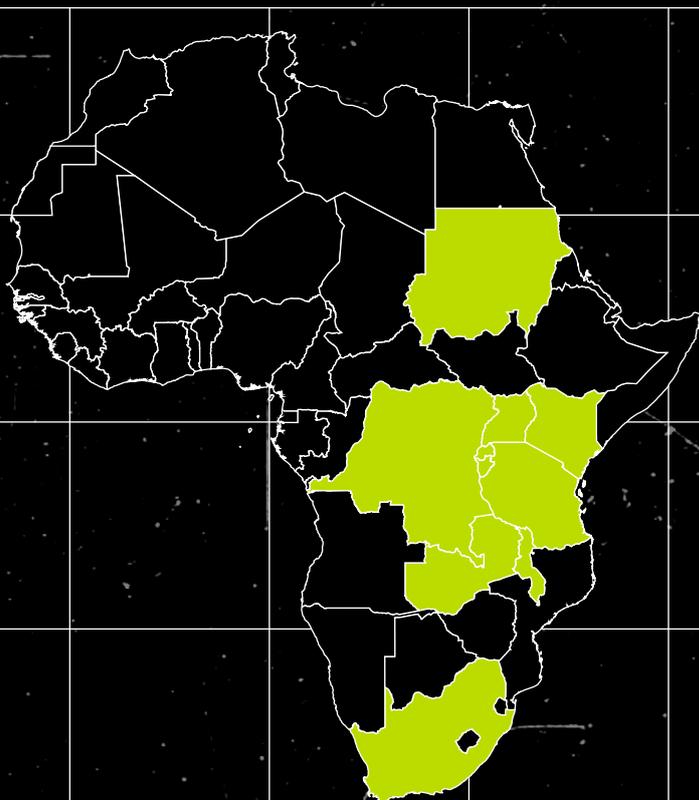




Sabotage, tromperie et double jeu :

Levons le voile sur British American Tobacco

Résumé d'orientation



STOP.

A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG

Synthèse de l'enquête

L'Afrique s'apprête à affronter une épidémie de tabagisme explosive. De l'avis de l'Organisation mondiale de la Santé, toutes les conditions sont réunies pour la « tempête du siècle ». Le continent abrite en effet une population relativement jeune et sous-exploitée.¹ Et le fabricant de tabac British American Tobacco (BAT) et ses filiales traquent la tempête. La consommation de cigarettes a augmenté de 52 % dans la Région africaine de l'OMS entre 1980 et 2016, et BAT, à l'affût, se tient prêt à bondir sur cette occasion.²

Le géant britannique du tabac, à l'instar des nombreuses entreprises coloniales qui l'ont précédé, voit en l'Afrique un nouvel eldorado. Il y a apparemment avancé ses pions de façon agressive en franchissant les lignes de l'éthique et de la légalité, afin de s'emparer d'une très grande part de marché et de rendre le plus grand nombre possible de personnes dépendantes.

Deux nouveaux rapports STOP, **British American Tobacco in South Africa: Any Means Necessary** (Tous les moyens sont bons pour British American Tobacco en Afrique du sud) et **Buying Influence Advantage in Africa: An Analysis of British American Tobacco's Questionable Payments** (Trafic d'influence en Afrique : une analyse des versements douteux de British American Tobacco) fournissent une analyse approfondie des pratiques commerciales de BAT à travers le continent et dans certains pays précis.

Bien que les deux rapports couvrent des ensembles de données différents et méticuleusement analysés, il en est ressortis plusieurs points communs.

- **BAT a agi comme s'il était au-dessus des lois.** BAT affirme qu'il « agit avec intégrité ».³ Pourtant, les données de ces rapports suggèrent que ce géant du tabac de renommée internationale s'est livré à des pratiques véreuses et parfois illégales pour obtenir ce qu'il voulait, en réalisant des versements suspects pour influencer les politiques de santé, en cooptant les membres d'organismes publics pour l'aider à traquer ses concurrents, etc.
- **Il est possible qu'une grande partie de ces activités douteuses ou potentiellement illégales aient été pilotées depuis son siège à Londres.** À la manière coloniale, l'entreprise a usé de son argent et de son pouvoir pour exploiter plusieurs pays africains. Pendant que BAT siphonne d'énormes profits vers son siège au Royaume-Uni, les Africain·e·s en subissent les conséquences, à la merci d'un taux de tabagisme accru et des dommages sanitaires et économiques dévastateurs qui en découlent.

1. <https://www.who.int/teams/health-promotion/tobacco-control/implementing/capacity-building>

2. https://files.tobaccoatlas.org/wp-content/uploads/2018/03/TobaccoAtlas_6thEdition_LoRes.pdf

3. <https://tobaccotactics.org/wiki/british-american-tobacco-in-africa-a-past-and-present-of-double-standards/>

Résumé d'orientation

- **Ce comportement semble être systématisé, et non l'œuvre d'une filiale ou d'un employé faisant cavalier seul.** Les deux rapports montrent les nombreuses façons dont les infrastructures opérationnelles de base, y compris les systèmes technologiques et comptables de l'entreprise, ont été utilisées pour mener à bien les activités décrites. Nombre de ces activités semblent également avoir été approuvées et supervisées par des cadres supérieurs du siège de BAT.
- **Les actions de BAT peuvent nuire à la santé publique et aux économies nationales.** Toute influence de BAT sur la politique de santé contribue à pervertir les réglementations visant à protéger les populations et à sauver des vies. Et plus le tabagisme augmente, plus le poids des maladies et des décès qui en résultent sur les économies nationales et locales est accablant.

Principales conclusions

British American Tobacco in South Africa: Any Means Necessary (Tous les moyens sont bons pour British American Tobacco en Afrique du sud)

Pour protéger son monopole sur le tabac en Afrique du Sud, BAT et son prestataire de services pourraient avoir franchi à plusieurs reprises la ligne de la légalité afin mettre à mal leurs concurrents et perturber leurs opérations, tel que cela ressort d'une nouvelle analyse de documents ayant fuité et de déclarations sous serment effectuées par des chercheurs du Tobacco Control Research Group (Groupe de

recherche sur la lutte antitabac) de l'université de Bath. Il est ressorti de cette analyse les éléments suivants :

- BAT supervisait deux réseaux sophistiqués d'informateurs rémunérés qui agissaient sous le couvert de la surveillance du commerce illicite. L'analyse suggère que la stratégie globale ne consistait pas en une stratégie de lutte contre la contrebande, mais plutôt en une stratégie contre la concurrence. L'objectif semblait être de perturber les opérations légales et illégales des concurrents de BAT South Africa (BATSA).
- BAT a veillé à ne pas s'impliquer directement en confiant à un prestataire de services tiers l'exécution de sa campagne de perturbation.
- BAT et son prestataire de services se sont attachés à brouiller les pistes en rémunérant les informateurs via des sociétés écrans et des cartes de paiement Travelex intraquables.
- BAT a participé à la captation de l'État, en influençant efficacement certaines parties des organismes et des programmes du gouvernement sud-africain afin de parvenir à son objectif de vendre autant de tabac que possible.
- Alors que l'entreprise luttait ostensiblement contre le commerce illicite, les cigarettes BAT produites en Afrique du Sud auraient fini par être introduites en contrebande en Afrique de l'Ouest, alimentant ainsi les conflits, le crime organisé et l'instabilité politique.

Résumé d'orientation

- Les opérations des informateurs ont été approuvées aux échelons supérieurs de Globe House, le siège de BAT à Londres.

Buying Influence and Advantage in Africa: An Analysis of British American Tobacco's Questionable Payments (Trafic d'influence en Afrique : une analyse des versements douteux de British American Tobacco)

Les chercheurs du Groupe de recherche sur la lutte antitabac (TCRG) ont réalisé une analyse approfondie des documents fournis par deux lanceurs d'alerte anciennement employés chez BAT en Afrique de l'Est. Ces documents contenaient des informations sur des paiements douteux effectués par BAT entre 2008 et 2013. Les chercheurs ont classé les paiements par cible, moment et objectif. Il est ressorti de leur analyse ce qui suit.

- BAT a effectué des versements vraisemblablement douteux ayant un impact sur 10 pays d'Afrique centrale et orientale : le Burundi, les Comores, le Kenya, le Malawi, l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie.
- Au total, 236 paiements effectués entre 2008 et 2013 pour un montant total de 601 502 dollars américains ont été identifiés comme répondant aux critères d'inclusion. BAT s'est servi de ces versements pour influencer les politiques en sa faveur et saboter la concurrence.

- Les paiements ont été répartis en deux catégories : la première, jugée potentiellement plus grave par les chercheurs, répertoriait les paiements « contestables au titre de la loi britannique sur la corruption (UKBA) », et la seconde, légèrement moins grave, les paiements « justifiant une enquête plus approfondie au titre de l'UKBA ».

- Les versements identifiés comme « contestables au titre de l'UKBA » étaient destinés à environ 56 politiciens, deux membres du personnel de la concurrence, 13 journalistes, 10 fonctionnaires, cinq personnes travaillant avec une commission parlementaire ou en appui de celle-ci, un magistrat et une autre personne impliquée dans une opération secrète (Opération Snake).

BAT doit faire l'objet d'une enquête et être tenue pour responsable

BAT est présent dans 170 pays des six continents. Il existe des données suggérant que le recours par BAT à des paiements vraisemblablement douteux et à des informateurs s'étend au-delà de l'Afrique. Ainsi, les gouvernements du monde entier devraient enquêter sur les activités de BAT afin d'apporter des preuves de ses pratiques anticoncurrentielles et de son ingérence dans les politiques de santé. En outre, les organismes internationaux et les législateurs du monde entier devraient rejeter toute forme de partenariat ou de travail avec BAT. Lire les deux rapports pour plus d'informations.



A GLOBAL
TOBACCO
INDUSTRY
WATCHDOG